

génie et de la technologie, et je pourrais les répéter encore souvent sans exagérer.

[Français]

Il est essentiel que le Canada reconnaisse l'importance des sciences de l'ingénierie et de la technologie si nous voulons être concurrentiels sur le marché mondial.

[Traduction]

Le Canada doit faire face à la réalité: nous ne pouvons pas continuer à compter uniquement sur l'exploitation de nos ressources naturelles si nous voulons maintenir notre niveau de vie. Dans un monde où le développement durable est devenu une priorité à l'échelle internationale, où les combustibles fossiles menacent notre santé et notre bien-être, nous devons changer notre façon de penser et notre perception du développement économique pour tenir compte d'une crise environnementale imminente.

Nous avons toujours cru que nos ressources naturelles étaient illimitées, que notre richesse et notre niveau de vie étaient assurés. Ce n'est tout simplement pas vrai. Nos ressources naturelles sont limitées, et la demande mondiale dans ce secteur change puisque, pour de plus en plus de gens, un environnement propre et sain est la ressource naturelle la plus importante de toutes.

Nous devons maintenant nous poser la question suivante. Sommes-nous prêts à investir dans notre ressource la plus importante et la plus prometteuse, le peuple canadien? Nos richesses naturelles nous ont empêchés de nous rendre compte jusqu'ici que nous devons investir dans l'enseignement et dans la formation aux technologies innovatrices. Qu'il s'agisse des ordinateurs personnels d'usage courant, de la production des technologies de l'information ou encore de la fusion des atomes comme source d'énergie, un simple coup d'oeil autour de soi suffit pour comprendre l'importance que revêtent actuellement les sciences, les techniques et l'enseignement supérieur.

Bon gré mal gré, le Canada s'engage dans le XXI^e siècle. Et que cela nous plaise ou non, nous sommes dans la course pour la suprématie technologique, une course de plus en plus âprement disputée tous les jours sous la pression de la concurrence commerciale internationale que caractérisent, vues dans une perspective historique, la rapidité et la facilité relative des échanges de marchandises et de services. A cause de l'explosion des technolo-

Agence spatiale canadienne—Loi

gies de l'information, la richesse n'est plus une simple question de mainmise sur les biens durables. Tout comme l'intelligence l'a emporté sur la force au cours de l'évolution de l'humanité, l'utilisation novatrice des connaissances l'emportera sur l'exploitation des ressources et la production des biens au cours du siècle prochain.

Les activités des sociétés transnationales, des sociétés commerciales multinationales et des institutions financières internationales, des personnes morales ayant la possibilité de déplacer rapidement des capitaux d'un pays à un autre, limitent singulièrement l'aptitude des États-nations à contrôler les questions de leur ressort.

En ce qui concerne la participation des gouvernements aux entreprises technologiques, les États-Unis, par l'intermédiaire des marchés de défense, ont créé le plus grand jeu industriel dans l'histoire du monde. Au Canada, nous avons l'exemple récent de l'acquisition projetée des laboratoires Connaught par l'Institut Mérieux, une société contrôlée par le gouvernement français.

Si l'on veut que le Canada soit une nation du XXI^e siècle, il nous faut comprendre ces phénomènes.

En examinant ce projet de loi, j'en suis venu à la conclusion, comme la plupart des Canadiens, que la force principale du gouvernement c'est son aptitude à réciter les mêmes discours creux. Comme nous le savons ces discours ne signifient pas que l'on fera ce que l'on dit. Le premier ministre a été un étudiant modèle, peut-être même un maître. Après tout, c'est lui qui disait:

Le point de départ, pour moi, c'est de nature technologique. Si nous ne devenons pas des joueurs importants dans cette ligue majeure, nous allons devenir un peuple qui jouera dans le circuit junior B toute sa vie durant.

La recherche et le développement, avec les innovations qui en découlent, sont le pivot de notre réussite économique et nationale.

Je rappelle aussi à la Chambre que le premier ministre s'était donné pour but de consacrer 2,5 p. 100 du produit intérieur brut à la recherche et au développement. Au contraire, les dépenses du gouvernement ont diminué dans ce domaine au cours de son mandat. Elles sont passées de 37 p. 100 du montant total consacré à la recherche en 1984, à 30 p. 100, en 1988.

Le gouvernement a éviscéré le Conseil national de recherches et mis fin au projet d'expérimentation des fusées Black Brant, au Manitoba. Il a fermé l'un de ses observatoires dans le parc Algonquin et il a aussi supprimé la division de l'énergie du Conseil national de recherches en 1984.